

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 17/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SDCB SUD

9-15 AVENUE DES ROSES
93170 Bagnole

Références :
Code AIOT : 0006506356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2023 dans l'établissement SDCB SUD implanté 9-15 AVENUE DES ROSES 93170 Bagnole. L'inspection a été annoncée le 14/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDCB SUD
- 9-15 AVENUE DES ROSES 93170 Bagnole
- Code AIOT : 0006506356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SDCB exploite sur le site une chaufferie biomasse et une chaufferie gaz, pour la production de vapeur de son réseau de chauffage urbain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Levée des remarques de l'inspection précédente,
- Rejets atmosphériques

- Modifications et incidents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Teneurs en polluants dans les cendres	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 3.2.3	/	Sans objet
8	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.2.1	/	Sans objet
9	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porté à connaissance	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 1.6.1	/	Sans objet
2	Provenance et contrôle des combustibles	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 3.2.2	/	Sans objet
4	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 7.1.5	/	Sans objet
5	Alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 7.2.4	/	Sans objet
6	Prévention des risques de surpression dans certains équipements sous pression	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 7.2.10	/	Sans objet
7	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.1.2	/	Sans objet
10	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé des travaux d'amélioration (local de stockage des cendres, remplacement de la clôture) et prévoit d'autres travaux de sécurisation du process (ajout de caméras, remplacement d'une partie de la trémie d'alimentation biomasse...).

Suite à des problèmes techniques, l'enregistrement de l'autosurveillance se fait de manière dégradée. L'exploitant doit remplacer la baie d'analyse gaz avec la liaison et le PC d'enregistrement

pour fin mai 2023 et refaire les contrôles qualité (QAL..).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porté à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et denature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Une déclaration de modification avait été réalisée pour la construction d'un local pour les cendres humides. Lors de la visite il est constaté que le local est réalisé et opérationnel. L'exploitant prévoit d'apporter encore quelques modifications au local, en particulier un asservissement pour arrêter l'arrivée des cendres lorsque la porte est ouverte (sécurité des opérateurs) et une passerelle pour faciliter la maintenance. D'autres modifications des installations sont prévues ou envisagées : modification de la trémie d'alimentation en biomasse, mise en place de nouvelles cameras (stockage biomasse, dépotage biomasse..). La mise en place d'un sprinklage est également à l'étude. En cas de modifications notable, l'exploitant doit au préalable transmettre un rapport à la connaissance de modification au préfet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Provenance et contrôle des combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Biomasse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères fixés par l'exploitant. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la qualité des combustibles utilisés.
Constats : La biomasse est fournie via une plateforme. Les installations fonctionnent avec un mélange de plaquettes forestières (2/3) et de broyat de palettes (1/3). Lors de la livraison l'exploitant réalise un contrôle visuel des combustibles et 3 prélèvements sont réalisés par camions (pas d'analyse systématique). Les paramètres qui sont suivis par l'exploitant sont le taux de poussières et l'humidité (impact sur le fonctionnement des chaudières et la facturation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Teneurs en polluants dans les cendres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Cendres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cendres volantes issues de la combustion de ces combustibles respectent les teneurs suivantes (en mg/kg de matière sèche) : <ul style="list-style-type: none">– Cd : 130 ;– Pb : 900 ;– Zn : 15 000 ;– Dioxines et furanes : 400 ng I-TEQ/kg. Une analyse de la teneur en métaux et dioxines dans les cendres volantes est effectuée une fois par semestre. Au vu des résultats, le programme de surveillance pourra être adapté.
Constats : L'exploitant a transmis le 31 janvier 2023 les analyses réalisées sur les cendres volantes et les cendres humides des chaudières 9 et 10 le 11 mai 2022. Les résultats sont supérieurs au seuil fixés en Pb (résultat de 2776 mg/kg pour la ch 9 et de 2008 mg/kg pour la ch 10, pour un seuil de 900 mg/kg) pour les cendres de l'électrofiltre. Les résultats pour les cendres sous chaudière sont conformes. L'exploitant doit poursuivre le suivi des teneurs dans les cendres et rechercher les raisons de cette concentration en Plomb (nature du combustibles, sélectivité du traitement des cendres volantes..).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site, entièrement clôturé sur une hauteur de 2 mètres minimum, dispose de 3 accès : <ul style="list-style-type: none">– un accès principal au nord-ouest du site, au croisement de l'avenue des Roses et de la rue du Général Leclerc.– un accès secondaire, à l'extrémité sud de l'avenue des Roses– un troisième accès situé au nord-est du site, pour faciliter l'accès aux installations de traitement des fumées et l'accès des secours en partie arrière des bâtiments. Le pourtour de l'installation est équipé de caméras vidéo avec enregistrement. Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir d'accès libre aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement Le site est exploité par un système automatique. En l'absence de présence humaine permanente, un report des alarmes (notamment alarme incendie, détection gaz et défaut des fonctions de sécurité) est effectué vers une société de télésurveillance qui dispose de la liste du personnel d'astreinte. L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant indique que la clôture a été refaite. Malgré la clôture, la signalisation (régulièrement arrachée) et la présence d'une vidéosurveillance, il a été observé la présence de tags sur la cheminée. L'exploitant prévoit de renforcer la vidéosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Secours électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures de maîtrise des risques doivent pouvoir être maintenues en service ou mises en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Arrêt de sécurité Une plaque indicatrice de manœuvre est installée, de façon inaltérable, près des dispositifs de commande ou de coupure ayant une fonction de sécurité. Coupure électrique L'exploitant met en place en tant que de besoin, à proximité des locaux et installations identifiés à risque, des dispositifs, bien signalés, permettant de couper leur alimentation électrique en cas d'urgence.
Constats : L'exploitant confirme que les systèmes de sécurité sont secourus. En particulier le site dispose d'accumulateurs et d'un groupe électrogène. Un état des besoins en secours a été réalisé et il est prévu de changer le groupe électrogène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des risques de surpression dans certains équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 7.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tuyauteries et équipements sous pression sont entretenus et vérifiés conformément à la réglementation en vigueur applicable à ces installations.
Constats : L'exploitant indique avoir identifié 3 équipements ESP : les bonbonnes AC biomasse 9 et biomasse 10 ainsi que le réservoir AC. Le contrôle des ESP a été réalisée par Bureau Veritas le 11/07/2022. L'exploitant a transmis le 3 février 2022 les rapports de contrôle (5 rapports).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle Inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.</p> <p>Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p> <p>Ces mesures comparatives comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les polluants listés à l'article 3.3.4 aux points de rejets listés à l'article 3.3.2 au moins une fois par an – les polluants listés à l'article 4.3.7 aux points de rejets listés à l'article 4.3.5 au moins une fois par an <p>Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis dans le cadre du bilan annuel prévu à l'article 9.4.1. Une mesure initiale pour tous les polluants listés à l'article 3.3.4 conformément aux normes en vigueur sera réalisée au plus tard six mois après la mise en service de la chaufferie biomasse. Cette mesure sera réalisée pour chaque chaudière.</p> <p>Les résultats de ce contrôle seront transmis au Préfet dès réception par l'exploitant. Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p>
<p>Constats : Les contrôles inopinés réalisés en 2020 et 2021 étaient non conformes ou problématiques. Un nouveau contrôle a été réalisé du 25 janvier au 2 février 2022. Les résultats sont conformes.</p> <p>L'exploitant est sensibilisé à la nécessité de comparer les résultats de l'autocontrôle à ceux de l'autosurveillance pour s'assurer de l'absence de décalage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conditions de surveillance des rejets atmosphériques</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – tous les cinq ans ; et– dans les cas suivants : – dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou – après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par ex : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ; ou – après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur). Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : – CO: 10 %; – SO₂: 20 %; – NO_x: 20 %; – poussières : 30 % <p>Constats : L'exploitant signale qu'il rencontre des problèmes sur la transmission et l'enregistrement des analyses sur les chaudières gaz. Actuellement les résultats de l'autosurveillance sont édités sur ticket et enregistrés manuellement dans des tableaux.</p> <p>L'exploitant prévoit un remplacement de la baie d'analyse gaz, du PC d'enregistrement et de la liaison avec les analyseurs. Une fois les équipements remplacés, les QAL 2 (éventuellement QAL 3) et AST devront être refaits (les QAL pour le gaz n'ont pas été validés lors du contrôle de 2021). Le remplacement du matériel est prévu pour fin mai 2023. L'exploitant devra transmettre à l'inspection le bon de commande avec l'échéancier validé.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance pour 2022 et 2023 sont satisfaisants pour les chaudières gaz mais pour les chaudières biomasse les tableaux indiquent un certain nombre de dépassements en NO_x et en CO. L'exploitant doit préciser dans son autosurveillance si les dépassements rentrent dans le cadre des OTNOC et quand ce n'est pas le cas, les mesures prises pour y remédier.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. Ces rapports sont transmis trimestriellement par courrier à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Lorsque le système de transmission informatique des données de surveillance des émissions sera opérationnel, ces transmissions seront mensuelles.
Constats : Concernant la transmission de l'autosurveillance, les derniers résultats transmis (en format papier) étaient ceux de début 2021. Le 31 janvier 2023 l'exploitant a transmis les résultats d'autosurveillance de 2022 et début 2023. Il devra également compléter l'autosurveillance de 2021. L'autosurveillance est actuellement enregistrée et transmise en mode dégradé. L'inspection indique que l'arrêté fixe des VLE mais également des flux maximum et que les éléments permettant de constater le respect des flux doivent figurer dans l'autosurveillance. Sauf impossibilité technique les résultats d'autosurveillance doivent être transmis mensuellement via GIDAF
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse également à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de chaque année un bilan d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.7), les attestations de formation initiale de l'ensemble des opérateurs ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée, notamment les incidents et accidents survenus dans l'année écoulée.
Constats : L'exploitant a transmis le 19 juillet 2022 le bilan d'activité pour l'année 2021 (sans les annexes). Le bilan pour 2022 devra être transmis avant avril 2023. Le bilan annuel permet de présenter l'activité, les évolutions de l'installation et les problèmes rencontrés. En particulier l'exploitant peut y joindre les résultats des analyses de cendres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet